

## 24 heures en Guyane

## Remonter le Maroni et mûrir

**Neuf jeunes tombés dans la délinquance et placés en centre éducatif renforcé, vont partir du 1er au 10 mars pour une expédition en pirogue sur le Maroni. Une aventure de la vie avec des visées pédagogiques.**

« Mettre les jeunes en confiance au travers d'activités, et leur permettre d'apprendre sur eux-mêmes ». Ce projet, Erwan Gourmelen, directeur départemental du Centre éducatif renforcé (Cer) de Guyane en parle avec enthousiasme, et surtout beaucoup d'espoir. Le 1er mars prochain, huit jeunes membres du Cer et un de l'unité d'accueil d'urgence Ti'kaz partiront pour une expédition de dix jours à bord de « la pirogue du développement durable ». Tous mineurs, placés dans ces centres en alternative à l'incarcération ou sortant de détention, ils vont, certains pour la première fois de leur vie, remonter le Maroni jusqu'au village de Pidima (après Antecume Pata). L'objectif du projet est simple. Il s'agit pour les accompagnateurs de les sensibiliser à des problématiques actuelles et très présentes en Guyane, telle que la protection de l'environnement. Ce cheval de bataille est d'ailleurs à la genèse du programme. L'association a répondu à un appel à projet de la fondation Nicolas Hulot qui financera le voyage à hauteur de 3 000 euros, et souhaite inscrire son initiative dans la durée. L'intégration par la responsabilisation L'intérêt de la « pirogue du développement durable » selon Erwan Gourmelen, qui n'en est pas à son premier voyage sur le Maroni, est double. L'éducateur, qui enseigne également aux jeunes la boxe thaïlandaise (Muay Thai) souhaite les valoriser en les responsabilisant. Les neuf aventuriers auront

la tâche d'instruire à leur tour les enfants dans les écoles le long du fleuve. Il s'agit aussi de les mettre en confiance, vis-à-vis d'eux-mêmes comme dans leurs rapports aux autres. « Certains ont des parcours de vie si difficiles qu'on pourrait en écrire des bouquins. Et avec ces projets, ils trouvent progressivement leur place ». Didier (1), pensionnaire de Ti'Kaz apprend la boxe depuis huit mois. Il s'estime encore débutant, mais à « hâte de partir et de montrer aux plus jeunes ce dont [il] est capable ». (1) Le prénom a été modifié. Le fait du jour - Le Cer, une alternative à l'incarcération Arriver au Cer (Centre éducatif renforcé), pour les jeunes délinquants, c'est le signe d'un espoir. Celui de trouver un accompagnement éducatif afin de créer les conditions d'une rupture avec leur vie précédente. À Cacao, les mineurs, placés sur décision de magistrat vivent pendant cinq mois non renouvelables une expérience unique sous de nouveaux auspices. Le Cer est né en 2002 à l'initiative de l'association SOS Insertion et Alternatives et accueille jusqu'à huit garçons de 13 à 17 ans. Son directeur, Erwan Gourmelen en justifie sa capacité limitée par la volonté de « faire du suivi individualisé, et éviter les risques de bagarre ». Les éducateurs proposent aux pensionnaires du Cer de nombreuses activités, en vue de les stimuler en permanence. On les initie à de nombreux sports, selon leurs aptitudes, mais ils reçoivent aussi un soutien scolaire, des cours de secourisme ou participent même à des chantiers forestiers en partenariat avec l'Office national des forêts (ONF). Au terme des cinq mois, l'objectif est de placer les jeunes vers la structure de transition qu'est l'unité d'hébergement individualisé (UHI), un

service qui dépend de Ti'Kaz. À Matoury cette fois, on axe leur encadrement sur leur avenir professionnel avec la réalisation d'un stage en entreprise. Il implique une prise de conscience des réalités du monde du travail, avec parfois de bonnes surprises. Erwan Gourmelen se rappelle la tournure positive que peuvent prendre de tels placements professionnels. « On travaille aujourd'hui avec un jeune qui est passé chez nous. Nous l'employons désormais comme prestataire en tant qu'accompagnateur dans nos expéditions en pirogue ». Le fait du jour - Repères De la difficulté de trouver des éducateurs spécialisés Les éducateurs en Guyane sont formés à l'Institut régional de développement du travail social (IRDTS). Cependant, il est difficile pour le Cer de recruter des diplômés capables de gérer les situations parfois violentes auxquelles ils peuvent être confrontés. L'association SOS Insertion et Alternatives Créée en 1994, SOS Insertion et Alternatives développe des actions d'aide à l'insertion sociale et professionnelle de personnes majeures ou mineures en difficulté. Elle s'occupe en particulier de la prise en charge de mineurs délinquants placés par des magistrats en application de l'ordonnance du 2 février 1945, ou, le cas échéant, de mineurs placés au titre de la protection de l'enfance.

**Benjamin HOFFMAN**